

Consultation citoyenne

Que voulons-nous partager en Europe ?

➤ **Marie Eiller, directrice des affaires juridiques et européennes de la Fédération nationale des travaux publics**

Au nom du Président de la FNTP, nous sommes très heureux de vous accueillir pour cette consultation citoyenne sur l'Europe organisée par Confrontations Europe, de vous accueillir madame la Ministre, monsieur le député, monsieur le professeur.

Je voudrais profiter de l'occasion qui m'est donnée pour témoigner du soutien de la Fédération aux travaux de Confrontations Europe depuis une dizaine d'années déjà. Ce que nous apprécions particulièrement c'est la méthode de travail unique qui est dans l'ADN de Confrontations. Confrontations Europe c'est un lieu de rencontres et de débats unique entre les acteurs publics et privés, entre les organisations syndicales et professionnelles, entre les élus et les citoyens ; ceci à tous les niveaux, régional, national et bien sûr européen.

Confrontations Europe c'est aussi bien sûr un think tank qui au-delà des propositions sur le terrain économique et social milite aussi sur des enjeux de société et de valeurs partagées. Et l'actualité récente nous démontre de façon dramatique combien ces valeurs sont importantes également au niveau européen. C'est bien le sens du débat de consultation citoyenne de ce soir : « Que voulons-nous partager en Europe ? », qui vise à impliquer les citoyens au-delà des cercles d'initiés.

La Fédération Nationale des Travaux Publics ce sont **8000 entreprises** de travaux publics qui **attendent de l'Europe qu'elle continue d'investir dans les infrastructures et les réseaux**, lesquels participent à la compétitivité, la **cohésion territoriale et la transition énergétique** de notre pays. Elles attendent également une **concurrence sociale et fiscale loyale**, chantiers sur lesquels des progrès existent mais où beaucoup reste à faire.

➤ **Anne Macey, déléguée générale de Confrontations Europe**

Bienvenue à tous ! L'enjeu de la consultation citoyenne de ce soir est d'engager le débat avec vous sur ce que nous avons en partage avec les autres européens et ce que nous avons envie de partager avec eux en Europe. L'idée est d'esquisser ensemble un **état des lieux et des voies de progrès possibles avec nos partenaires européens**.

Les consultations citoyennes sont un processus d'**écoute active de citoyens les plus diversifiés** possibles : vous aurez l'occasion d'exprimer vos **attentes, préoccupations, critiques, espoirs** sur l'Europe dans le monde tel qu'il va. Ces échanges peuvent permettre de formuler des propositions qui pourront inspirer la réflexion dans le cadre de la campagne des

élections européennes. Pas besoin d'être expert, tout le monde est concerné. Elles feront l'objet d'une restitution écrite, et permettront d'alimenter une **synthèse nationale puis européenne qui sera discutée par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du Conseil européen de décembre 2018.**

Nous sommes en présence de responsables qui jouent un rôle clé dans la refondation de l'Europe et d'analystes pour commencer le décryptage des enjeux. Après de courtes interventions liminaires, ils sont là pour entendre et réagir à vos préoccupations et suggestions.

➤ **Nathalie Loiseau, Ministre chargée des Affaires européennes**

Dès le départ, nous avons pensé ensemble avec Confrontations Europe les consultations citoyennes et cela s'est poursuivi avec l'arrivée d'une salariée de Confrontations Europe au Ministère des affaires européennes.

Une consultation citoyenne sur l'Europe est une discussion commencée en mars 2018 et qui prendra fin en octobre avec 450 millions de citoyens européens. **C'était une idée française mais c'est devenu un projet à 27.** Quelques pays ont dit « banco » tout de suite : la Croatie, l'Irlande, le Portugal. Il existe aussi une **consultation citoyenne en ligne** avec des questions définies par des citoyens tirés au sort des différents pays à laquelle vous pouvez répondre sur www.quelleestvotreeurope.fr. Elle permet de regrouper les réponses de tous les citoyens.

Cette conversation est nécessaire car **l'Europe est en danger**. Ce danger vient de l'indifférence d'abord :

- **Indifférence** des citoyens, comme en témoigne l'abstention aux élections européennes
- Indifférence des médias : l'Europe est peu et mal traitée, l'Europe est **instrumentalisée** (double jeu de la part des dirigeants), l'Europe est en décalage par rapport au sensationnalisme des médias. Je suis la ministre la plus déprogrammée de France dès lors qu'un fait divers doit être traité.
- Indifférence du Nord pour le Sud
- Indifférence de l'Est vis-à-vis des migrants et des réfugiés

Ce danger vient aussi des populismes. Au niveau de l'Union européenne, ceux-ci interviennent pour envenimer les problèmes mais pas pour trouver les solutions. Le populisme est présent maintenant au sein d'un des pays fondateurs de l'Europe avec l'Italie. **Les partis populistes entendent montrer qu'il n'y a pas de solution européenne.** Ils viennent pour montrer que l'Europe ne marche pas. On s'attaque aujourd'hui à la construction européenne comme on s'attaquait en 1930 à la République. Je suis frappée d'entendre les **mêmes discours que ceux qui étaient prononcés dans les années 30.**

S'attaquer à la République, c'est compliqué. Alors on s'attaque à l'Europe. L'Europe est en danger et pourtant nous n'avons jamais eu autant besoin d'Europe. Nous sommes réellement menacés : Trump, la Russie, notre voisinage à l'Est, la Chine, ... Et pourtant, nous avons besoin d'une stratégie européenne face aux défis migratoires ou du numérique, face au

réchauffement climatique, et nous avons besoin d'une défense commune. Autrement dit, **si aujourd'hui il n'y a pas de réponse européenne, il n'y a pas de réponse du tout.**

L'Europe est plus unie qu'on ne le dit. Sur l'affaire Salisbury au Royaume-Uni ou encore sur les mesures commerciales prises par les Etats-Unis, il y a eu un sentiment de solidarité européenne. Il en va de même sur le nucléaire iranien. Cela vaut aussi pour la lutte contre le terrorisme alors que l'Europe s'est faite sur la paix.

S'agissant de la zone euro, **on a marqué des points**, notamment en avançant avec l'axe franco-allemand. On a trouvé une réponse unie face au défi migratoire. Le compte n'y est pas pour réformer Dublin. L'urgence à taxer les GAFAM est là **mais des pays bloquent encore...** quelques pays qui estiment nécessaire de continuer à réduire les risques dans un premier temps et de repousser à plus tard les décisions essentielles. Or, plus tard ce sera trop tard.

C'est pour cela que nous sommes en faveur de la possibilité d'**avancer à un nombre restreint**, de manière toujours incitative et inclusive. Et c'est aussi par le dialogue que nous arriverons à trouver des solutions communes, en prenant tout le monde à bord. Le Président de la République Emmanuel Macron est pour une Europe différenciée.

➤ **Philippe Poirier, Professeur Université du Luxembourg**

Chaque Etat membre de l'UE est traversé par différents clivages contemporains selon sa propre approche qui s'expriment par **une diversité de préférences**:

- **28 conceptions de la démocratie différentes**
- **Des valeurs politiques positives et négatives différentes**
- Des tensions sur le rôle de l'Etat et sur son dépassement dans le monde tel qu'il va
- Des clivages sur le **rôle de la puissance publique** dans l'économie
- Des clivages sur le rapport des transformations technologiques à l'humain
- Nous pouvons les résumer en 9 formes de démocratie concurrentes,...
- complétées par **différentes pratiques de démocratie** (délibératives, participatives, représentatives, élitistes, procédurales...)
- ces pratiques mettent en tension une démarche « procédurale et normative » avec une tendance « procédurale et rédemptrice ».

Ainsi Conte, le nouveau chef de gouvernement italien se présente-t-il comme l'avocat du peuple. Mais in fine, le théâtre démocratique permet les prises de décisions qui échappent au contrôle démocratique.

Ces clivages se superposent à d'autres clivages notamment entre le « **centre** » et la « **périphérie** », **entre Etats de l'Union et aussi en leur sein.**

L'ensemble de ces tensions sont à l'origine de la crise de l'UE, avec un double constat :

- **La démocratie représentative est remise en cause**
- **La démocratie participative est absente**

Dès lors, **si nous n'arrivons pas à réconcilier l'ensemble de ces formes de démocratie nous ne résoudrons pas la crise.**

Il s'agit également d'une **crise systémique**. Par exemple, **les Européens ont encore moins confiance dans leurs institutions nationales que dans les institutions européennes.**

Ils souhaitent s'impliquer davantage dans les débats politiques et sont en demande d'une plus grande concrétisation de la devise de l'UE « Unis dans la diversité » (i.e. reconnaissance de l'identité constitutionnelle des Etats membres).

Il y aussi une **déparlementarisation de l'UE**. Or, si le rôle du Parlement européen est important, il ne suffit pas que cela soit écrit dans les traités pour que ce soit reconnu. Il est **nécessaire que des citoyens soutiennent ce Parlement.**

Un volet manque : **nous n'avons pas non plus de démocratie sociale en UE. C'est un sentier qui reste en jachère.**

Nous remettons aussi en cause certaines valeurs de l'UE, ce qui se concrétise par l'autoritarisme. **25% des Européens âgés de 18 à 25 ans sont convaincus qu'un pouvoir autoritaire est nécessaire pour trouver une solution aux difficultés actuelles.**

Cela doit **nous interroger sur**

- **nos systèmes de formation et**
- **sur nos façons de présenter les enjeux de société.**

La première valeur partagée en Europe est celle du **travail.**

Eurobaromètre confirme par ailleurs le **niveau bas (depuis un bon moment) de confiance accordée au politique.**

Nombre de citoyens **attendent de l'Europe qu'elle soit « puissance publique », agissant sur les terrains de l'immigration, du terrorisme... laissant aux niveaux nationaux les politiques sociales et économiques**, avec une forte préférence nationale pour l'emploi (encore plus fortement dans la partie Est de l'Europe).

Mais des citoyens européens qui ont des valeurs, des aspirations communes donnent la préférence à l'égalité avant la liberté. Ils marquent **tous une préoccupation forte sur les enjeux écologiques...**

Le besoin d'une Europe puissance publique forte et qui responsabilise et les aspirations des citoyens européens peut se traduire par une nouvelle légitimité européenne s'incarnant dans plusieurs pistes de solution envisageables :

- Gouvernement représentatif
- Europe puissance
- Développement économique des territoires
- Européanisation des politiques sociales

➤ **Thomas Hanke, journaliste, correspondant à Paris du quotidien économique Handelsblatt**

Nous pensons toujours en termes d'économie nationale alors que nous vivons dans un marché de services dans un espace de communication, de migrations...

Dans le débat, **nous oublions ce que nous avons achevé :**

- Un espace économique avec le marché intérieur, la monnaie unique, ...
- Un espace de communication
- Un espace de migration

S'agissant de la construction d'un espace politique, le problème est qu'une grande majorité est encore très méfiante vis-à-vis de l'Europe qui existe.

Cela vient du fait que les gens ont toujours l'impression que les bienfaits du marché intérieur ne leur sont toujours pas parvenus. Cela vient aussi du fait que celui-ci ne connaît pas encore son plein effet (persistance de différences de prix, de salaires, ...).

Si l'on n'arrive pas à achever rapidement nos politiques de façon à ce qu'elles produisent pleinement leurs effets favorables aux citoyens, on va perdre la confiance et l'envie des citoyens.

Si l'Europe ne se concrétise pas directement de manière très basique alors elle ne sera pas capable de relever les défis qui l'attendent.

➤ **Jacques Maire, député LaRem des Hauts-de-Seine**

Dans la crise des valeurs que nous traversons nous devons identifier nos responsabilités.

Par exemple, **même les médias qui se considèrent pro-européens parlent d'Europe de manière dévalorisante.**

Dans les pays de l'Est, la situation est pire dans la mesure où il y a à la fois

- une volonté d'obtenir les bénéfices de l'Europe
- sans en respecter les engagements ni les valeurs.

Cela est encore plus marqué au niveau des pays du Conseil de l'Europe :
doit-on :

- rejeter la Russie du fait de son irrespect des valeurs du Conseil de l'Europe ?
- ou doit-on considérer que le maintien de la Russie est nécessaire pour préserver l'accès des Russes à la voie de droit devant la CEDH ?

Une position commune à l'égard de la Russie, de la Turquie serait nécessaire.

➤ **Interventions des participants de la consultation : préoccupations, attentes, pistes**

De manière générale, nos victoires sont nationales et nos échecs sont européens. On commence seulement à

- reconnaître que **chaque Etat membre participe à la prise de décision européenne**, que chaque Etat en est un actionnaire. Mais **on continue à ne jamais**
- **parler de l'investissement concret, financier de l'UE dans les Etats membres.**

Il reste que c'est un **parcours du combattant** pour collecter des fonds européens, notamment pour les associations, les petites entreprises,

- beaucoup reste à faire pour faire connaître et faciliter **l'accès aux financements** européens plus largement. Il y a peu de
- communication sur le Fonds social européen par exemple.

Le marché intérieur, pour les citoyens, ça ne marche pas. Comment faire ?

Face aux mesures commerciales prises par Donald Trump ou à la Chine, comment parvenir à une **réciprocité** dans les échanges et les investissements ? Comment relever en Europe les défis du **numérique** de notre époque ?

Certaines attentes fortes des citoyens, à l'égard de

- la participation au travail dans de bonnes conditions,
- à l'égard de l'investissement, mais aussi de
- notre capacité à vivre la diversité dans l'unité, ont été esquissées.

Même quand des populistes progressent, qu'ils sont au pouvoir, le vrai défi n'est pas tant de crier haro sur les populistes, mais de **retrouver les peuples derrière et de répondre à leurs**

préoccupations. L'enjeu est démocratique, alors que nous sommes de plus en plus interdépendants face à des problèmes qui dépassent les frontières nationales.

Encore faut-il :

- s'appuyer sur les forces vives des **sociétés civiles**,
- ne **pas prétendre tout décliner du haut**,
- **s'entendre entre peuples européens** et donc
- **démultiplier les opportunités de se comprendre, d'apprendre à se connaître** et d'élaborer ensemble des pistes de solutions concrètes.

Comment résoudre le manque de solidarité à l'égard des **réfugiés** et la peur face à l'immigration ?

L'identité européenne n'existe pas encore mais se construit au travers des nouvelles générations, par exemple les jeunes qui ont deux nationalités européennes ou qui ont plusieurs opportunités de se sentir européen. Cela construit l'Europe des citoyens.

- Une **sécurité sociale européenne** consisterait ainsi en un **moyen très pragmatique de concrétiser la citoyenneté et l'identité européenne** mais pour l'instant les Etats bloquent le transfert de ces compétences vers l'UE.

Construire l'Europe ne passe pas tant par les règles, mais aussi par la culture.

- Quid d'un **parcoursup européen** par exemple ?
- L'idée générale est de **créer plus de possibilités de se sentir européen**.
- Cela revient à **passer d'une logique de l'aide à une logique de développement partagé**.

Face à la fragmentation qui prévaut au sein de l'Europe, que propose le politique ? Quel leadership européen ?

- N'avons-nous pas quand on y regarde de plus près un modèle de richesse conjoint en Europe ?
- Le problème pour construire l'Europe ne tient-il pas beaucoup à la **résistance de nos administrations nationales** ? Dans ces conditions, quelle démocratie ?

Quand on parle d'Europe, nous avons tendance à exprimer trop systématiquement des émotions principalement négatives ; ce qui n'aide pas.

- Ne pourrions-nous pas répondre aussi par des **émotions fondées sur des fêtes partagées** par exemple
- Elles pourraient reposer sur ce que nous avons en commun entre différents peuples européens, la musique par exemple, des concerts ?

L'indifférence politique et citoyenne n'est pas définitive. L'Europe est aussi fragile que précieuse.

- La devise « unie dans la diversité » nous ouvre les ressources nécessaires pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés.

➤ **Marcel Grignard, président de Confrontations Europe**

Cette rencontre a permis de riches débats et prouvé que la société civile pouvait jouer un rôle essentiel dans la résolution de la crise de l'Union européenne qui est d'abord une crise de ses Etats membres.

Nul doute que la consultation citoyenne que nous venons de vivre aura permis d'enrichir nos points de vue et nos arguments en faveur de notre ambition européenne. Nous mesurons cependant qu'une soirée comme celle-ci ne réduit pas la distance avec ceux de nos concitoyens qui doutent de l'Union européenne, voire la rejettent.

La crise de l'Union européenne, c'est d'abord la crise des Etats membres ; la place grandissante de dirigeants populistes en étant un des signes les plus visibles. Ne nous méprenons pas, la situation qui s'est installée progressivement traduit une crise structurelle : la mondialisation mal maîtrisée, la progression des inégalités qui font douter tant de citoyens sont aussi le résultat d'une Europe où les Etats sont en concurrence là où nous voudrions qu'ils développent des coopérations.

Dans ces moments difficiles où l'Europe vacille, nous ne devons pas perdre de vue l'une des raisons de la construction européenne : la réconciliation des peuples européens menacée par les multiples fractures qui traversent nos sociétés et enjambent les frontières internes de l'Union.

L'état des lieux donne à espérer. Au-delà de leurs différences et d'histoires complexes que nous ignorons trop souvent, les Européens sont attachés à des valeurs et aspirations communes. C'est un atout pour faire société en Europe à condition que nous ne l'abordions pas, animés par une lecture radicale de nos préférences.

Avancer ensemble, c'est avancer avec une Union européenne qui porte un projet et crée

- **un cadre et les moyens permettant aux acteurs économiques, sociaux, territoriaux de s'en saisir pour être eux-mêmes créateurs de projets.**
- Le rôle de la société civile est essentiel pour transformer le réel, pour former une communauté humaine dans laquelle les individus s'identifient à un destin commun partagé.

C'est pourquoi, nous sommes **depuis longtemps en faveur de dispositifs impliquant les citoyens européens sur les projets à construire et à mener ensemble.**

- **Les consultations citoyennes** vont dans ce sens et nous nous y impliquons. Madame la Ministre, nous souhaitons **qu'elles ne se limitent pas à une initiative ponctuelle**, qu'après avoir tiré tous les enseignements de cette expérience, de ce qui fonctionne et

de ce qu'il faut modifier, elles deviennent un outil permettant l'implication grandissante des citoyens aux politiques européennes.

- On pourrait envisager d'**en faire un moyen d'évolution de construction des projets d'investissements portés par le Plan Juncker.**

Voilà en quelques mots le sens dans lequel Confrontations va continuer à agir en associant les acteurs économiques et sociaux, en particulier les entreprises et les territoires. Rejoignez-nous, aidez-nous, soutenez-nous, pour bâtir ensemble l'Europe qui est notre avenir commun.